

Génocide en cours à Gaza

Le 9 décembre 2023 par Raz Segal <https://contendingmodernities.nd.edu/global-currents/statement-of-scholars-7-october/>

Raz Segal est professeur agrégé d'études sur l'Holocauste et les génocides, il est titulaire d'une chaire sur l'étude des génocides modernes à l'université de Stockton. Le Dr. Segal a été titulaire d'une bourse Harry Frank Guggenheim, d'une bourse Fulbright et a récemment été Senior Fellow à l'Institut Wiesenthal de Vienne pour les études sur l'Holocauste (mars-juillet 2023). Il a notamment publié >Genocide in the Carpathians : War, Social Breakdown, and Mass Violence, 1914-1945 (2016) ; Days of Ruin : The Jews of Munkács during the Holocaust (2013) ; et il a été rédacteur en chef invité du numéro spécial en hébreu sur >Genocide : Mass Violence and Cultural Erasure de Zmanim : A Historical Quarterly (2018). Outre ses publications scientifiques, le Docteur Segal a publié des articles d'opinion, des critiques de livres et des articles plus importants sur le génocide, la violence d'État et la politique de la mémoire en hébreu, en anglais et en allemand dans The Guardian , LA Times, The Nation, Jewish Currents, Haaretz, 972 Magazine et Berliner Zeitung , et il est apparu sur Democracy Now ! et ABC News.



Paul Becker / Becker1999

«Bombarder des enfants ce n'est pas se défendre» par Becker1999, Flickr.com, CC BY 2.0 DEED.

Concernant les violences de masse en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre, déclaration de spécialistes de la question de l'Holocauste et des génocides.

Dans la déclaration suivante, plus de 55 spécialistes de l'Holocauste, des génocides et des violences de masse déplorent les crimes atroces commis à l'encontre des civils par le Hamas et le Djihad islamique le 7 octobre et par les forces israéliennes depuis lors. La famine, les massacres et les déplacements forcés de civils palestiniens à Gaza se poursuivent, ce qui soulève d'autant plus la question d'un génocide, en particulier au vu des intentions exprimées par les dirigeants israéliens.

Le président israélien Isaac Herzog a utilisé un langage particulièrement offensif lors d'une interview (<https://www.msnbc.com/ana-cabrera-reports/watch/israeli-president-herzog-discusses-latest-in-war-against-hamas-199411269896>) sur MSNBC il y a quelques jours, le 5 décembre: «Cette guerre n'est pas seulement une guerre entre Israël et le Hamas. C'est une guerre qui vise, vraiment, véritablement, à sauver la civilisation occidentale. [...] Nous sommes attaqués par un réseau djihadiste, un empire du mal. [...] et cet empire veut conquérir tout le Moyen-Orient, et si nous n'étions pas là, l'Europe serait la prochaine cible, et puis les États-Unis suivraient».

Herzog reprend ainsi l'association faite par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu entre l'attaque d'Israël contre Gaza et Amalek, le mal dans la bible [Dans le *livre de l'Exode*, Amalek attaque sans raison les Enfants d'Israël, à peine sortis d'Égypte, NdT], mais il inscrit cette attaque dans le contexte moderne comme étant le dernier rempart contre l'apocalypse mondiale et l'effondrement de la «civilisation occidentale».

Herzog et Netanyahu sont tous deux des juifs laïques. Leur utilisation d'un langage et d'un symbolisme religieux dans ce cas, traduit une dangereuse convergence, dans le cas d'Israël, entre un État-nation moderne qui exclut et un projet colonial de peuplement dans un lieu imprégné d'histoires et de significations religieuses multiples.

Les universitaires qui ont signé cette déclaration expriment leurs inquiétudes face aux violences massives en cours à Gaza et aux propos incendiaires qui menacent d'aggraver la situation. Ils appellent à une action urgente pour arrêter l'attaque d'Israël sur Gaza et pour travailler à un avenir qui garantira l'égalité, la liberté, la dignité et la sécurité de tous les peuples qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Déclaration de spécialistes des questions concernant l'Holocauste et les génocides quant à la violence de masse en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre

9 décembre 2023

Nous, spécialistes de l'Holocauste, des génocides et de la violence de masse, nous sentons obligés de mettre en garde contre le danger de génocide que représente l'attaque d'Israël contre Gaza. Nous notons également que, si l'attaque israélienne se poursuit et s'intensifie, les Palestiniens sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et les citoyens palestiniens d'Israël courent également un grave danger.

Nous sommes profondément attristés et préoccupés par le massacre de plus de 1 200 Israéliens et travailleurs migrants par le Hamas, le Jihad islamique et d'autres groupes le 7 octobre, dont plus de 830 civils. Nous reconnaissons également les preuves de violences sexistes et sexuelles (<https://www.phr.org.il/en/gender-based-violence-eng/>) au cours de l'attaque, les milliers de blessés israéliens, la destruction de kibboutzim et de villes israéliennes, et l'enlèvement de plus de 240 otages dans la bande de Gaza.

Ces actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous reconnaissons que la violence en Israël et en Palestine n'a pas commencé le 7 octobre. Si nous tentons de comprendre le massacre du 7 octobre, nous devons commencer par le placer dans le contexte du colonialisme israélien, de la violence de l'occupation militaire israélienne contre les Palestiniens depuis 1967, du siège de seize ans de la bande de Gaza depuis 2007, et de l'accession au pouvoir en Israël l'année dernière d'un gouvernement composé de politiciens qui parlent fièrement de la suprématie juive et d'un nationalisme d'exclusion.

Expliquer n'est pas justifier, et ce contexte n'excuse en rien la prise pour cible de civils israéliens et de travailleurs migrants par des Palestiniens le 7 octobre. Nous sommes également profondément attristés et préoccupés par l'attaque israélienne sur Gaza en réponse à l'attaque du Hamas. Selon un article du *New York Times* du 26 novembre, l'assaut israélien a semé la mort et la destruction à un niveau sans précédent.

En deux mois, l'assaut israélien a tué plus de 16 000 Palestiniens (et des milliers d'autres sont ensevelis sous les décombres) - dont près de la moitié sont des enfants et des jeunes, avant le cessez-le-feu, un enfant palestinien était tué toutes les dix minutes en moyenne - et en a blessé plus de 40 000.

Si l'on considère que la population totale de Gaza s'élève à 2,3 millions d'habitants, le taux de mortalité est d'environ 0,7% en moins de deux mois. À titre de comparaison, le ratio de civils tués lors des bombardements et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans les régions les plus touchées par la violence est probablement similaire, mais sur une période plus longue.



Des enfants palestiniens errent au milieu des décombres de bâtiments détruits dans le camp d'Al-Bureij, à Gaza, le 29 octobre 2023, à la suite de frappes aériennes israéliennes (2023 Mohammed Talatene/picture-alliance/dpa/AP Images)

Un certain nombre d'experts ont donc décrit l'attaque d'Israël contre Gaza comme la plus intense et la plus meurtrière de son genre depuis la Seconde Guerre mondiale, mais alors que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine a, pour de très bonnes raisons, incité les dirigeants occidentaux à soutenir les populations attaquées, ces mêmes dirigeants occidentaux soutiennent désormais la violence de l'État israélien plutôt que la cause des Palestiniens attaqués.

Israël a également contraint plus de 1,8 million de Palestiniens à se déplacer dans la bande de Gaza, tout en détruisant près de la moitié des bâtiments et en laissant la partie nord de la bande de Gaza à l'état de «paysage lunaire inhabitable» (<https://www.pbs.org/newshour/world/palestinians-fear-gaza-will-be-an-uninhabitable-moonscape-after-war-ends>).

En effet, l'armée israélienne a largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur Gaza depuis le 7 octobre, ce qui équivaut à deux bombes dites d'Hiroshima, et selon Human Rights Watch (<https://www.hrw.org/news/2023/10/12/israel-white-phosphorus-used-gaza-lebanon>), elle a utilisé des bombes au phosphore blanc.

Elle a systématiquement pris pour cible les hôpitaux, les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les boulangeries et les terres agricoles. L'État a également tué de nombreux professionnels essentiels, dont plus de 220 travailleurs de la santé, plus de 100 membres (<https://palestine.un.org/en/253284-gaza-unprecedented-and-unparalleled-civilian-death-toll-guterres>) du personnel des Nations unies et des dizaines de journalistes (<https://cpj.org/2023/12/journalist-casualties-in-the-israel-gaza-conflict/>).

Les déplacements forcés ont, en outre, créé dans la partie sud de la bande de Gaza une grave surpopulation, avec un risque d'épidémie de maladies infectieuses, exacerbé par les pénuries de nourriture, d'eau potable, de carburant et de matériel médical, en raison des mesures de «siège total» prises par Israël depuis le 7 octobre.

L'ampleur sans précédent des destructions et des massacres dûs à l'attaque israélienne contre Gaza sont tout à fait significatifs de crimes de guerre à grande échelle. Il existe également des preuves (<https://www.972mag.com/mass-assassination-factory-israel-calculated-bombing-gaza/>) d'une «attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque», ce que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale définit comme un crime contre l'humanité (<https://www.un.org/en/genocideprevention/crimes-against-humanity.shtml>).

En outre, depuis le 7 octobre, des dizaines de déclarations de dirigeants israéliens, de ministres du cabinet de guerre et

d'officiers supérieurs de l'armée - c'est-à-dire de personnes ayant une autorité de commandement - indiquent clairement une «intention de détruire» les Palestiniens «en tant que tels», selon les termes de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Ces déclarations décrivent notamment tous les Palestiniens de Gaza comme responsables de l'attaque du Hamas du 7 octobre et donc comme des cibles militaires légitimes (https://www.huffpost.com/entry/israel-gaza-isaac-herzog_n_65295ee8e4b03ea0c004e2a8), comme l'ont exprimé le président israélien Herzog le 13 octobre et le premier ministre israélien Netanyahu lorsque, le 29 octobre, juste au moment où Israël commençait son invasion terrestre, il a fait référence à l'histoire biblique (<https://www.motherjones.com/politics/2023/11/benjamin-netanyahu-amalek-israel-palestine-gaza-saul-samuel-old-testament/>) de la destruction *totale* des Israélites par Amalek.



Des explosions de phosphore blanc tiré par l'artillerie tombent sur le port de la ville de Gaza, le 11 octobre 2023 (2023 Mohammed Adeb/AFP via Getty Images)

Le fait de considérer toute une population civile comme un ennemi marque l'histoire des génocides modernes, les génocides arménien (1915-1918) et rwandais (1994) en étant des exemples bien connus. Ces déclarations emploient également des termes déshumanisants, comme lorsque le ministre israélien de la défense Yoav Gallant a parlé d'«animaux humains» (<https://www.aljazeera.com/program/newsfeed/2023/10/9/israeli-defence-minister-orders-complete-siege-on-gaza>) lorsqu'il a proclamé le «siège total» de Gaza le 9 octobre.

Le glissement entre le fait de considérer le Hamas comme des «animaux humains» et le fait de considérer tous les Palestiniens de Gaza de cette manière est manifeste dans les promesses (https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/cogat-chief-addresses-gazans-you-wanted-hell-you-will-get-hell/) que le coordinateur israélien des activités gouvernementales dans les territoires, le général de division Ghassan Alian, a adressées aux habitants de Gaza le jour suivant: «Le Hamas s'est transformé en État Islamique et les habitants de Gaza, au lieu d'être consternés, s'en réjouissent. Les animaux humains doivent être traités comme tels. Il n'y aura plus ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez».

Ces déclarations d'intention doivent également être interprétées en relation avec l'incitation au génocide largement répandue dans les médias israéliens depuis le 7 octobre. Le journaliste israélien David Mizrahi Wertheim, par exemple, a écrit (<https://twitter.com/YehudaShaul/status/1714301958607999071>) sur les médias sociaux le 7 octobre: «Si tous les captifs ne sont pas rendus immédiatement, transformez la bande [de Gaza] en abattoir. Si un cheveu tombe de leur tête, exécutez les prisonniers qui sont détenus pour raison de sécurité. Transgressez toutes les règles sur le chemin de la victoire. Il a également ajouté, nous sommes face à des animaux humains».

Quatre jours plus tard, un autre journaliste israélien, (<https://twitter.com/YehudaShaul/status/1714301990723789201>) Roy Sharon, a déclaré sur les médias sociaux «Si, pour éliminer définitivement les capacités militaires du Hamas, y compris Sinwar et Deif, nous avons besoin d'un million de cadavres, alors qu'il y ait un million de cadavres».

On trouve aussi désormais ce discours d'anéantissement dans l'espace public, comme par exemple sur les banderoles (https://twitter.com/hiba_natour/status/1712811211639623817?s=20) ornant les ponts de Tel Aviv qui appellent à «anéantir Gaza» et expliquent que «l'image du triomphe, c'est 0 habitant à Gaza». Il existe des dizaines d'exemples du même style d'incitation dans les médias israéliens, qui rappellent ceux qui incitaient au génocide au Rwanda alors que celui-ci s'y déroulait en 1994.

Ces incitations mettent en évidence le grave danger auquel sont désormais confrontés les Palestiniens soumis au régime israélien, où qu'ils se trouvent. La violence de l'armée israélienne et des colons en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, qui s'est nettement intensifiée depuis le début de l'année 2023, est entrée dans une nouvelle phase de brutalité après le 7 octobre.

Seize communautés palestiniennes - soit plus d'un millier de personnes - ont été entièrement déplacées de force (https://www.btselem.org/settler_violence/20231019_forcible_transfer_of_isolated_communities_and_families_in_area_c_under_the_cover_of_gaza_fighting), dans la poursuite de la politique de «nettoyage ethnique» dans la zone C (<https://www.972mag.com/area-c-ethnic-cleansing-settler-violence/>) qui comprend 60 % de la Cisjordanie.

Les soldats et les colons israéliens ont en outre tué plus de 220 Palestiniens en Cisjordanie depuis le 7 octobre (<https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-39-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem#block-menu-block-10>) et en ont arrêté des milliers. Les violences commises à l'encontre des Palestiniens comprennent également des actes de torture (<https://www.972mag.com/wadi-siq-settler-army-torture-expulsion-palestinians/>).

Les citoyens palestiniens d'Israël - près de 2 millions de personnes - sont également confrontés à une attaque de l'État à leur encontre, avec des centaines d'arrestations depuis le 7 octobre pour la moindre expression d'identification avec les Palestiniens de Gaza.



On voit des Palestiniens les yeux bandés, menottés et déshabillés, laissés en sous-vêtements pendant des heures de torture par des colons et des soldats israéliens dans le village de Wadi al-Siq, en Cisjordanie occupée, le 12 octobre 2023. (Image tirée des médias sociaux)

Les étudiants, les professeurs et le personnel palestiniens des universités israéliennes font l'objet d'intimidations et de mesures pour les faire taire, et le commissaire de police israélien Kobi Shabtai a menacé (<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-19/ty-article/.premium/israel-police-commissioner-those-who-identify-with-gaza-can-be-escorted-there-on-buses/0000018b-4735-df22-a5eb-4f7dca0c0000>) d'expulser vers Gaza les Palestiniens israéliens qui s'identifient aux Palestiniens de Gaza.

Ces actions et mesures inquiétants s'appuient sur une perception des citoyens palestiniens d'Israël comme des ennemis potentiels qui remonte au régime militaire imposé aux 156 000 Palestiniens qui ont survécu à la Nakba et sont restés sur le territoire qui est devenu Israël en 1948. Cette itération du régime militaire s'est prolongée jusqu'en 1966, mais le sentiment que les Palestiniens israéliens constituent une menace a perduré.

En mai 2021, alors que de nombreux Palestiniens israéliens sont descendus dans les rues pour protester contre une attaque visant les Palestiniens de Jérusalem-Est et une autre attaque contre Gaza, la police israélienne a répondu par une répression (<https://www.aljazeera.com/news/2021/5/24/a-war-declaration-palestinians-in-israel-decry-mass-arrests>) et une violence massive, arrêtant des centaines de personnes.

La situation s'est rapidement détériorée, les citoyens juifs et palestiniens s'affrontant partout sur le territoire d'Israël - dans certains endroits, comme à Haïfa, des citoyens juifs ont attaqué des citoyens palestiniens dans les rues et sont entrés par effraction dans leurs maisons.

Aujourd'hui, Itamar Ben-Gvir, le colon d'extrême droite qui occupe le poste de ministre israélien de la sécurité nationale, a mis les Palestiniens israéliens encore plus en danger en distribuant des milliers d'armes aux civils israéliens qui ont formé des centaines d'unités d'autodéfense après le 7 octobre.

L'escalade de la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée et l'exclusion et la violence que subissent les citoyens palestiniens d'Israël sont particulièrement inquiétantes dans le contexte des appels lancés en Israël après le 7 octobre en faveur d'une «seconde Nakba».

Cette référence renvoie aux massacres et au «nettoyage ethnique» de plus de 750 000 Palestiniens ainsi qu'à la destruction de centaines de villages et de villes par les forces israéliennes lors de la guerre de 1948, lors de la création d'Israël.

Le langage utilisé par Ariel Kallner, membre de la Knesset (parlement israélien) et du Likoud (parti au pouvoir), dans un message posté sur les réseaux sociaux le 7 octobre, est révélateur: «Le temps de la Nakba est maintenant là pour l'ennemi. ... Aujourd'hui, un seul objectif: Nakba! Une Nakba qui éclipsera la Nakba de 1948. Nakba à Gaza et Nakba contre quiconque osera les rejoindre».

Nous savons que le génocide est un processus et nous reconnaissons que le décor est ainsi planté pour une violence plus grave que la Nakba et qui ne se limite pas à Gaza. Le moment est venu de mener une action concertée pour prévenir le génocide, et c'est aujourd'hui.

Nous appelons les gouvernements à respecter leurs obligations légales en vertu de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide par lequel les parties contractantes s'engagent à prévenir et punir le génocide (article 1) en:

- (1) mettant en œuvre un embargo sur les armes à destination d'Israël ;
- (2) œuvrant pour mettre fin à l'assaut militaire d'Israël sur Gaza ;
- (3) faisant pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette immédiatement fin à l'intensification des violences de l'armée et des colons contre les Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qui constituent des violations manifestes du droit international ;
- (4) exigeant la libération immédiate et durable de tous les otages détenus à Gaza et de tous les Palestiniens emprisonnés illégalement en Israël, sans inculpation ni jugement ;
- (5) demandant à la Cour pénale internationale d'enquêter et de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de tous les auteurs des violences de masse commises le 7 octobre et depuis lors, qu'ils soient Palestiniens ou Israéliens ; et
- (6) lançant un processus politique en Israël et en Palestine fondé sur un bilan honnête des violences de masse commises par Israël à l'encontre des Palestiniens depuis la Nakba de 1948 et sur un avenir qui garantira l'égalité, la liberté, la dignité et la sécurité de tous les peuples qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Nous appelons également les entreprises et les syndicats à s'assurer qu'ils ne soutiennent pas la violence de masse israélienne, mais plutôt à suivre l'exemple des travailleurs des syndicats de transport belges qui ont refusé à la fin du mois

d'octobre de prendre en charge les vols qui expédient des armes à Israël.



La police israélienne affirme que quelque 1 550 citoyens palestiniens d'Israël ont été arrêtés depuis le 9 mai [Ahmad Gharabli/AFP].

Enfin, nous appelons les universitaires, les programmes, les centres et les instituts d'études sur l'Holocauste et les génocides à prendre clairement position contre la violence de masse israélienne et à se joindre à nous dans nos efforts pour y mettre un terme et empêcher qu'elle ne s'aggrave encore.

Mohamed Adhikari, Université du Cap

Taner Akçam, directeur du programme de recherche sur le génocide arménien, The Promise Armenian Institute, UCLA

Ayhan Aktar, professeur de sociologie (en retraite), Université Bilgi d'Istanbul

Yassin Al Haj Saleh, écrivain syrien, Berlin

Sebouh David Aslanian, professeur d'histoire et titulaire de la chaire Richard Hovannisian d'histoire arménienne moderne, UCLA

Karyn Ball, professeure d'anglais et d'études cinématographiques, Université de l'Alberta, Edmonton

Haim Bresheeth-Zabner, chercheur associé, École des études orientales et africaines, Université de Londres

Cathie Carmichael, Professeure émérite, École d'histoire, Université d'East Anglia

Daniele Conversi, professeure, département d'histoire contemporaine, université du Pays basque

Catherine Coquio, Professeure de littérature comparée à Université Paris Cité, France

John Cox, professeur associé d'histoire et d'études globales et directeur du centre d'études sur l'Holocauste, les génocides et les droits de l'homme, Université de Caroline du Nord, Charlotte

Martin Crook, maître de conférences en sociologie, Université de l'Ouest de l'Angleterre

Ann Curthoys, professeure honoraire, École des sciences humaines, Université de Sydney

Sarah K. Danielsson, professeure d'histoire, Queensborough, CUNY

John Docker, Sydney, Australie

John Duncan, affilié à l'Institut d'études du Commonwealth, School of Advanced Study, Université de Londres

Didier Fassin, professeur au Collège de France et à l'Institut for Advanced Study

Joanne Smith Finley, lectrice en études chinoises, Université de Newcastle, Royaume-Uni

Shannon Fyfe, professeure adjointe de philosophie à l'université George Mason ; membre du corps enseignant de l'Institut de philosophie et de politique publique

William Gallois, Professeur de la Méditerranée islamique, Université d'Exeter

Fatma Muge Gocek, professeure de sociologie, université du Michigan, Ann Arbor

Svenja Goltermann, professeure d'histoire moderne, Université de Zurich

Andrei Gómez-Suarez, chercheur principal, Centre de la religion, de la réconciliation et de la paix, Université de Winchester
Penny Green, professeure de droit et de mondialisation et directrice de l'International State Crime Initiative, Queen Mary University of London
John-Paul Himka, Professeur émérite, Université de l'Alberta
Marianne Hirschberg, Professeure, Faculté des sciences humaines, Université de Kassel, Allemagne
Anna Holian, professeur associé, École d'études historiques, philosophiques et religieuses, Arizona State University
Rachel Ibreck, maître de conférences en politique et relations internationales, département de politique et relations internationales, Goldsmiths, Université de Londres
Adam Jones, professeur de sciences politiques, Université de la Colombie-Britannique Okanagan
Rachel Killeen, Maître de conférences, Faculté de droit de l'Université de Sydney
Brian Klug, Hon. Fellow en philosophie sociale, Campion Hall, Université d'Oxford, et Hon. Fellow, Parkes Institute for the Study of Jewish/non-Jewish Relations, Université de Southampton.
Mark Levene, Membre émérite, Université de Southampton
Yosefa Loshitzky, professeure associée de recherche, École des études orientales et africaines, Université de Londres
Thomas MacManus, maître de conférences en criminalité d'État, faculté de droit, Queen Mary University of London
Zachariah Mampilly, Professeur, Baruch College et Graduate Center, CUNY
Benjamin Meiches, professeur associé d'études de sécurité et de résolution des conflits, Université de Washington-Tacoma
Dirk Moses, professeur de relations internationales, City College of New York, CUNY
Eva Nanopoulos, maître de conférences en droit, Queen Mary University of London
Jeffrey Ostler, professeur d'histoire émérite, Université de l'Oregon
Thomas Earl Porter, professeur d'histoire, North Carolina A&T State University, Greensboro, NC
Colin Samson, professeur de sociologie, université d'Essex
Victoria Sanford, titulaire du Prix de l'excellence Lehman, Lehman College et Graduate Center, CUNY
Raz Segal, professeur associé d'études sur l'Holocauste et les génocides et titulaire d'une chaire d'études sur les génocides modernes, Stockton University
Elyse Semerdjian, titulaire de la chaire Robert Aram et Marianne Kaloosdian et de la chaire Stephen et Marian Mugar d'études sur le génocide arménien, Clark University
Martin Shaw, Université du Sussex/Institut Barcelona d'Estudis Internacionals
Damien Short, codirecteur du Consortium pour les droits humains et professeur de droits humains et de justice environnementale à la School of Advanced Study de l'Université de Londres.
Ronald Grigor Suny, professeur émérite d'histoire et professeur émérite de sciences politiques, William H. Sewell, Jr. Distinguished University Professor Emeritus of History and Emeritus Professor of Political Science, University of Michigan
Adam Sutcliffe, professeur d'histoire européenne, King's College London
Barry Trachtenberg, Chaire présidentielle Rubin d'histoire juive, Université Wake Forest
Enzo Traverso, professeur de sciences humaines à l'université de Cornell
Jeremy Varon, professeur d'histoire, The New School, New York
Johanna Ray Vollhardt, professeure associée de psychologie, Université Clark
Pauline Wakeham, Professeure associée, Département d'anglais, Western University (Canada)
Keith David Watenpaugh, professeur et directeur des études sur les droits humains, Université de Californie, Davis
Andrew Woolford, professeur de sociologie et de criminologie, Université du Manitoba
Ran Zwigenberg, professeur associé d'études asiatiques, d'histoire et d'études juives, Pennsylvania State University

Raz Segal